



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Fédération Française des Pilotes Maritimes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Fédération Française des Pilotes Maritimes
74 Rue du Rocher 75008 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Fédération Française des Pilotes Maritimes

74 Rue du Rocher 75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Fédération Française des Pilotes Maritimes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Française des Pilotes Maritimes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 31 mars 2026

KPMG SA

Sandra FABBRO

Associée

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	67 518	63 157	4 361	20 680	16 319	78.91
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	2 046 287	1 096 709	949 579	1 072 556	122 977	11.47
	Installations techniques, matériel et outillage	195 418	110 846	84 572	116 794	32 222	27.59
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
Total II		2 309 224	1 270 712	1 038 512	1 210 031	171 518	14.17
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	3 680		3 680	5 069	1 389	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	467 732		467 732	413 687	54 045	13.06
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	102 542		102 542	131 326	28 784	21.92
	Charges constatées d'avance (2)	65 427		65 427	138 692	73 265	52.83
	Valeurs mobilières de placement	580 852		580 852	580 852		
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	1 580 646		1 580 646	1 379 991	200 655	14.54
Total III		2 800 879		2 800 879	2 649 617	151 262	5.71
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		5 110 102	1 270 712	3 839 391	3 859 648	20 257	0.52

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	2 257 168		2 257 168			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles	370 000		370 000			
	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	521 660		701 786		180 126	25.67
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	33 715		180 126		213 840	118.72
	Situation nette (sous total)	3 182 542		3 148 828		33 715	1.07
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	3 182 542		3 148 828		33 715	1.07
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
	Droits du concédant						
	Total II						
FONDS REPORTES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total III						
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	126 066		105 344		20 722	19.67
	Total IV	126 066		105 344		20 722	19.67
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	110 864		256 683		145 819	56.81
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	33 776		35 081		1 305	3.72
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	74 496		73 345		1 151	1.57
	Produits constatés d'avance	311 647		240 367		71 280	29.65
	Total V	530 783		605 476		74 694	12.34
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 839 391		3 859 648		20 257	0.52

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	1 418 957		1 272 217		146 740	11.53
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service						
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	120 720		89 633		31 087	34.68
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	9 161		22 390		13 229	59.09
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	2 109		5 955		3 846	64.59
Total I	1 550 947		1 390 195		160 751	11.56
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock	1 389		7 533		6 144	81.56
Autres achats et charges externes	951 892		1 060 505		108 613	10.24
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	28 882		29 491		609	2.06
Salaires	218 556		227 377		8 821	3.88
Cotisations sociales	106 174		105 929		245	0.23
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	148 839		141 668		7 171	5.06
Dotations aux provisions	56 037		11 116		44 921	404.11
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	39 685		17 330		22 354	128.99
Total II	1 551 453		1 600 949		49 495	3.09
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	507		210 754		210 247	99.76

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	24	783	26	225	1 442	5.50
Autres intérêts et produits assimilés	9	521	10	496	975	9.29
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	34	304	36	721	2 417	6.58
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	34	304	36	721	2 417	6.58
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	33	798	174	033	207 830	119.42
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)			4	924	4 924	100.00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			3	427	3 427	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			1	497	1 497	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	83		7	590	7 507	98.91
Total des produits (I+III+V)	1	585 251	1	431 840	153 411	10.71
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1	551 536	1	611 966	60 430	3.75
5. EXCEDENT OU DEFICIT	33	715	180	126	213 840	118.72

ANNEXE

SOMMAIRE

page

- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales	6
Permanence ou changement de méthodes	6
Informations générales complémentaires	7

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations	8
Etat des amortissements	8
Etat des provisions	9
Etat des échéances des créances et des dettes	9
Evaluation des immobilisations corporelles	9
Evaluation des amortissements	10
Evaluation des créances et des dettes	10
Evaluation des valeurs mobilières de placement	10
Disponibilités en Euros	10
Produits à recevoir	10
Charges à payer	10

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Montant des engagements financiers	11
------------------------------------	----

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que du règlement n°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables. Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis et présentés conformément à ce règlement et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, aux dispositions des règlements ANC n°2022-06 et 2023-03, applicable à compter du 1er janvier 2025, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 :

A compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, la fédération a appliqué pour la première fois les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière rétrospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application du nouveau règlement n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des comptes annuels de la fédération clos le 31/12/2025.

Informations générales complémentaires

COTISATIONS SYNDICALES :

Assises sur les recettes brutes de chaque station membre, leur fait générateur est la date d'émission du bordereau fédéral des cotisations.

SUBVENTIONS AUX STATIONS :

Dans le cadre de la promotion de la solidarité inter-syndicale, la fédération sert d'intermédiaire pour la collecte des subventions auprès des membres au profit d'autres membres. Les fonds collectés par la fédération ne sont à aucun moment sa propriété et transitent en comptabilité par des comptes de tiers.

TABEAU DES RESSOURCES :

Les ressources propres du syndicat sont supérieures à 230.000 euros.

PROGRAMME REMOVE :

Le programme REMOVE est un programme financé par l'Etat et piloté par la COOPERATION MARITIME à l'attention de nombreux partenaires, dont la FFPM. Notre fédération a pour objectif la conception et le déploiement d'un outil de mesure de la consommation de carburant à bord des pilotines. Le financement obtenu par la FFPM en 2025 est de 192.000 euros.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	74 268		
Constructions sur sol propre	989 087		
Installations générales agencements aménagements des constructions	1 057 896		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	250 871		3 475
TOTAL	2 297 855		3 475
TOTAL GENERAL	2 372 123		3 475

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		6 750	67 518	67 518
Constructions sur sol propre			989 087	989 087
Installations générales agencements aménagements constr.		696	1 057 200	1 057 200
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		58 928	195 418	195 418
TOTAL		59 624	2 241 706	2 241 706
TOTAL GENERAL		66 374	2 309 224	2 309 224

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		53 588	16 319	6 750	63 157
Constructions sur sol propre		667 557	22 163		689 720
Installations générales agencements aménagements constr.		306 871	74 660	696	380 834
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		134 077	35 697	58 928	110 846
TOTAL		1 108 504	132 520	59 624	1 181 400
TOTAL GENERAL		1 162 092	148 839	66 374	1 244 557
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	16 319				
Constructions sur sol propre	22 163				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	74 660				
Matériel de bureau informatique mobilier	35 697				
TOTAL	132 520				
TOTAL GENERAL	148 839				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	99 447	23 133	8 276		114 304
Impôts	5 897	6 750	885		11 762
TOTAL	105 344	29 883	9 161		126 066

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations corporelles		26 154			26 154
TOTAL		26 154			26 154
TOTAL GENERAL	105 344	56 037	9 161		152 220
Dont dotations et reprises d'exploitation		56 037	9 161		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	467 732	467 732	
Débiteurs divers	102 542	102 542	
Charges constatées d'avance	65 427	65 427	
TOTAL	635 701	635 701	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	110 864	110 864		
Personnel et comptes rattachés	15 582	15 582		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 020	15 020		
Impôts sur les bénéfices	83	83		
Autres impôts taxes et assimilés	3 091	3 091		
Autres dettes	74 496	74 496		
Produits constatés d'avance	311 647	311 647		
TOTAL	530 783	530 783		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Disponibilités	49 007
Total	49 007

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 943
Dettes fiscales et sociales	15 444
Total	58 387

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

NEANT

Engagements reçus

NEANT